

LA PAIX QUI S'EST INSTAURÉE AVEC LA FIN DE LA Guerre froide n'a pas duré. Moins d'un an après la chute du Mur de Berlin, le monde est au bord d'une guerre qui menace de répandre la destruction à travers le Moyen-Orient. Avec le gonflement des armées et la prolifération des armements modernes, la région, que déchirent maints conflits, est devenue plus dangereuse au cours des dix dernières années.¹ Les lignes de faille qui parcourent le Moyen-Orient ont vite fait volé en éclat les espoirs de voir le nouvel ordre international se modeler pacifiquement.

Malgré l'amélioration des relations américano-soviétiques, le risque de grave crise du nouvel ordre international est aussi évident que les paramètres de gestion des crises internationales, sans recours à la guerre, sont changeants. La possibilité d'un échange nucléaire entre les États-Unis et l'URSS suite à une crise au Moyen-Orient a disparu, mais la probabilité d'une guerre chimique et d'un conflit régional qui feraient d'innombrables victimes est réelle, ce qui, pour les populations de cette région, revient au même.

Le 2 août avant l'aube, les troupes irakiennes franchissaient en masse la frontière koweïtienne. En l'espace de trois heures, l'armée avait atteint son objectif, qui était de renverser le gouvernement de l'émirat et d'investir ses champs pétroliers. Une semaine plus tard, l'Irak annexait officiellement le Koweït.

L'utilisation de la force par un pays arabe pour annexer un autre pays arabe est sans précédent dans le Moyen-Orient moderne. La condamnation mondiale, l'embargo aérien et naval international, le déploiement de forces aériennes et terrestres dans les États du Golfe et la présence de forces navales dans le Golfe n'ont pas encore réussi à forcer l'Irak à se retirer du Koweït. Au contraire, depuis des semaines, pour éprouver leur détermination mutuelle, le président Bush et le président Saddam Hussein jouent avec le risque de guerre.

La communauté internationale, États-Unis en tête, a déployé une véritable armada en Arabie saoudite et dans d'autres États du Golfe, autant pour dissuader l'Irak d'user davantage de la force que pour l'obliger, en brandissant le risque d'une guerre, à se retirer du Koweït. Le fait que les Nations Unies approuvent, pour la première fois, toute une panoplie de sanctions a renforcé la pression internationale contre l'Irak.

À examiner les origines et l'évolution de cette crise, on s'aperçoit qu'il y a plusieurs ensembles de problèmes. D'abord, cet usage de la force aurait-il pu être évité moyennant des stratégies plus efficaces de prévention des crises ? Si cette crise avait pu effectivement être évitée, pourquoi ne les a-t-on pas employées ? Et main-

tenant que nous sommes en pleine crise, peut-on la gérer, la coercition internationale peut-elle porter ses fruits, tout en évitant une guerre régionale catastrophique ?

Les États-Unis se sont-ils montrés incapables de prévenir la crise ?

Les stratégies utilisées par les Américains dans les semaines qui ont précédé l'invasion irakienne font déjà l'objet d'un vif débat. La controverse porte essentiellement sur les intentions de l'Irak et sur la réaction des États-Unis. Pour comprendre la stratégie américaine, il est nécessaire de replacer la crise dans son contexte.

En 1980, un an après l'arrivée de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir à Téhéran, le président irakien, Saddam Hussein, a attaqué l'Iran avec l'espoir d'une victoire rapide sur des forces armées désorganisées par une révolution. Après une première série de victoires irakiennes, Téhéran a peu à peu pris le dessus sur le champ de bataille. Bien que la guerre ait été déclarée par Bagdad, la plupart des États arabes tremblaient suffisamment à la perspective d'une victoire iranienne pour commencer à fournir une aide militaire et financière considérable aux Irakiens.

De même, les relations entre les États-Unis et l'Irak ont commencé à s'améliorer alors que les rapports entre Washington et Téhéran étaient tendus. Une fois la guerre terminée, en 1988, les Américains ont continué d'essayer de renforcer leurs liens avec l'Irak, qui faisait figure de contre-poids face à l'Iran. Malgré ces meilleures relations, le président Saddam Hussein a tenu plusieurs fois des propos troublants durant le printemps 1990.

En février, à la fin d'une réunion du Conseil de coopération arabe,² le président irakien a prédit qu'en raison du déclin de la puissance soviétique, les États-Unis exerceraient un pouvoir hégémonique sur le Moyen-Orient pendant cinq ans. Il s'est exprimé en ces termes :

Le pays [les États-Unis] qui exercera la plus grande influence dans la région, grâce au golfe Persique et à son pétrole, conservera sa supériorité de superpuissance sans égal pour lui faire concurrence. Cela signifie que si les populations du Golfe, ainsi que tous les Arabes, ne font pas attention, la région du golfe Arabe sera soumise au bon vouloir des États-Unis... Les cours [du pétrole] seront fixés en fonction des seuls intérêts américains.

La parade, a-t-il dit en conclusion, consistait à utiliser la puissance économique arabe pour obliger les Américains à modifier leur politique.

Le 2 avril, après l'interception d'une cargaison de pièces pouvant servir à des détonateurs d'armes nucléaires destinée à Bagdad, le président Hussein a annoncé que les savants irakiens avaient mis au point des armes chimiques perfectionnées et il a menacé de s'en servir contre Israël si ce dernier l'attaquait. Puis, lors d'un sommet arabe le mois suivant, à Bagdad, il a accusé les Arabes du Golfe de saboter l'économie irakienne en maintenant le prix du pétrole artificiellement bas.

1. En 1977, les forces armées irakiennes comptaient 188 000 hommes; en 1987, ce chiffre était passé à 1 000 000 d'hommes. L'armée irakienne est maintenant la quatrième du monde pour ce qui est des effectifs. Quant aux forces armées iraniennes, elles comptaient 342 000 hommes en 1977 et 645 000, en 1987, plus 350 000 réservistes. La Syrie alignait pour sa part 227 500 soldats en 1977 et 407 500, en 1987; et l'Arabie saoudite, 61 500 en 1977, et 73 500 en 1987. À cause du système de rappel de réservistes en vigueur en Israël, il est difficile d'établir une comparaison des effectifs, mais entre ces deux années repère, le nombre des chars est passé de 3 000 à presque 4 000 dans l'armée israélienne. Voir *The Military Balance de l'Institut international d'études stratégiques (Londres), 1977-1978 et 1987-1988.*

2. Appartenaient au Conseil de coopération arabe l'Égypte, la Jordanie, le Yémen du Nord et l'Irak.

LE DÉFI DU GOLFE PERSIQUE

Pour le nouvel ordre mondial encore fragile, les lignes de faille qui traversent le Moyen-Orient constituent un réel danger.

PAR JANICE GROSS STEIN